

TRACES
ST
RACES
RACES

SAMIR AMIN,
UN THÉORICIEN MILITANT

SAMIR AMIN, UN THÉORICIEN MILITANT



RÉMY HERRERA *

Un théoricien marxiste...

Samir Amin s'est toujours dit marxiste. Son œuvre s'est nourrie, non sans esprit critique, des théories de l'impérialisme (notamment celles proposées par Paul Baran, Paul Sweezy et Harry Magdoff) comme des travaux pionniers sur le développement (tels ceux de Raúl Prebisch ou,

dans une certaine mesure, de François Perroux). Mais elle se démarque très nettement du corpus marxiste « orthodoxe ». À l'instar des autres grands théoriciens du système mondial capitaliste, dont Immanuel Wallerstein, Giovanni Arrighi ou André Gunder Frank, Samir Amin a produit une série d'analyses globales qui articulent relations de domi-

* ÉCONOMISTE FRANÇAIS, CHERCHEUR AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS - CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE, PARIS). Il était le secrétaire exécutif du Forum mondial des Alternatives lorsque Samir Amin en était président. Ensemble, ils ont coécrit plusieurs publications, dont : « Fifty Years After the Bandung Conference : Towards a Revival of the Solidarity Between the Peoples of the South ? », *Inter-Asia Culture Studies*, vol. 6, n° 4, p. 546-556, New York, 2005 ; « À Propósito de las revueltas de los barrios periféricos en Francia », *Revista del Observatorio social de América latina (OSAL - CLACSO)*, vol. 6, n° 18, p. 93-106, Buenos Aires, 2003 ; « Quatro Intelectuais marxistas frente aos atentados de 11 de setembro », (avec Yves Bénot, Georges Labica et Isabel Monal), *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, n° 9, p. 107-124, Rio de Janeiro, 2001 ; « Le Sud dans le système mondial en transformation », *Recherches internationales*, n° 60-61, p. 87-99, Paris, 2000. Ce texte reprend en partie l'article consacré à Samir Amin dans *La Planète altermondialiste*, La Discorde, 2006.

nation entre nations et relations d'exploitation entre classes, et qui prennent pour objet et concept le monde moderne en tant qu'entité concrète socio-historique faisant *système*, formant un assemblage – structuré par des rapports complexes d'interdépendance – de plusieurs éléments d'une réalité en une totalité cohérente et autonome les positionnant en leur donnant signification.

L'une des contributions scientifiques majeures de Samir Amin tient en ce qu'il montre que le capitalisme comme *système mondial* réellement existant est tout autre chose que le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale. La question centrale qui anime son œuvre est celle de savoir pourquoi l'histoire de l'expansion capitaliste s'identifie à celle d'une *polarisation* à l'échelle mondiale entre formations sociales centrales et périphériques. Sa réponse a l'ambition de saisir la réalité de cette polarisation dans sa *totalité*, pour intégrer l'étude de ses lois dans les termes du matérialisme historique, en s'efforçant à la fois de combiner théorie et histoire et de tenir ensemble les champs économique, politique et idéologique. L'unité d'analyse pour la compréhension des problèmes majeurs des sociétés est alors le système mondial – objet pos-

sible d'une investigation scientifique holistique cohérente à ce niveau –, mieux que les formations sociales qui le composent. La polarisation est, pour Samir Amin, immanente au capitalisme mondial et s'interprète comme le produit moderne de la loi d'accumulation du capital à l'échelle mondiale – loi dont l'explication ne peut se réduire à l'extension au monde de la théorie de l'accumulation dans le mode de production capitaliste.

Tout en plaçant l'intégralité de ses écrits dans la perspective méthodologique et théorique du marxisme, Samir Amin se démarque fortement de certaines des interprétations longtemps dominantes au sein de ce courant de pensée. Son originalité tient d'abord au refus d'une relecture de Marx qui admettait que l'expansion capitaliste homogénéise le monde en dessinant un marché global intégré dans ses trois dimensions (marchandises, capital, travail). Puisque l'impérialisme fait sortir les marchandises et les capitaux de l'espace de la nation pour conquérir le monde, mais immobilise dans le même temps la force de travail pour l'enfermer dans le cadre national, le problème qui est posé est bien celui d'une répartition mondiale de la plus-value. Le fonctionnement de la loi de l'accumulation

(ou de la paupérisation) ne se retrouve pas dans chaque sous-système national, mais à l'échelle du système global. Hostile à tout déterminisme, Samir Amin rejette aussi une interprétation économiciste du marxisme qui, en sous-estimant la gravité des implications de la polarisation, poserait la question de la transition socialiste en termes inadéquats. Si les centres d'aujourd'hui ne reflètent pas l'image de ce que seront demain les périphéries et ne se comprennent que dans leur relation au système pris dans son ensemble, le problème de ces dernières n'est plus celui du « rattrapage » (par l'essor des forces productives reproduisant des caractéristiques inhérents au capitalisme), mais celui de la construction d'une « autre société ». Pour lui, un véritable retour à Marx (et à Lénine) offrirait les éléments d'une réflexion sur les possibilités de « faire autre chose » et de « transformer le monde ».

Le « sous-développement » est donc ici considéré comme le produit de la logique polarisante du système mondial, constituant le contraste centres/périphéries par un ajustement structurel permanent de celles-ci aux exigences de l'expansion du capital de ceux-là. C'est cette logique qui a empêché dans

les économies périphériques, dès l'origine, le saut qualitatif représenté par l'édification de systèmes productifs industriels capitalistes nationaux, autocentrés, élaborés par l'intervention active de l'État bourgeois national. Dans cette optique, ces économies apparaissent non pas comme des segments locaux particuliers du système mondial, fussent-ils « sous-développés » (encore moins comme des sociétés « attardées »), mais plutôt comme des projections outre-mer des économies centrales, branches non autonomes et désarticulées de l'économie capitaliste. Les périphéries ont été façonnées dans l'organisation de leur production pour servir l'accumulation du capital central, dans le cadre d'un système productif devenu véritablement mondial et traduisant le caractère global de la genèse de la plus-value.

Le système mondial est en effet fondé sur le mode de production capitaliste dont la nature s'exprime dans l'aliénation marchande, soit la prééminence de la valeur généralisée, qui soumet l'ensemble de l'économie (marchandisation de la production, du travail, des ressources naturelles...) et de la vie sociale, politique, idéologique... La contradiction essentielle de ce mode de pro-

duction, opposant capital (en tant que rapport social par lequel la classe bourgeoise s'approprié le travail mort cristallisé dans des moyens de production) et travail (d'individus « libérés », mais contraint de vendre leur force de travail pour vivre) fait du capitalisme un système qui engendre une tendance permanente à la surproduction. Samir Amin montre que la réalisation de la plus-value exige l'augmentation du salaire réel proportionnelle à la croissance de la productivité du travail, ce qui suppose d'abandonner la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. D'où une formulation de la théorie de l'échange inégal – distincte de celle proposée initialement par Arghiri Emmanuel – comme transfert de valeur à l'échelle mondiale par détérioration des termes de l'échange factoriels doubles : au centre, le salaire croît avec la productivité ; à la périphérie, non.

La polarisation, indissociable du fonctionnement d'un système fondé sur un marché mondial intégré des marchandises et des capitaux, mais excluant la mobilité du travail, est ainsi définie par le différentiel des rémunérations du travail, inférieures à la périphérie à ce qu'elles sont au centre, à productivité égale. Au niveau global, la régulation fordiste au centre assurée

par un État disposant d'une réelle autonomie – régulation moins sociale-démocrate que « sociale-impérialiste », vue d'un monde composé aux deux tiers de peuples périphériques – implique la reproduction du rapport inégal centres/périphéries. L'absence de régulation du système mondial se traduit donc par le déploiement des effets destructeurs de la loi de l'accumulation. Le contraste centres/périphéries s'organise ainsi autour des articulations suivantes : production des moyens de production / production des moyens de consommation (qui définit les économies capitalistes aut centrées) et exportation de produits primaires / consommation de luxe (qui caractérise les comportements des élites dans les formations sociales périphériques).

Dans ces conditions, la polarisation ne peut être supprimée dans le cadre de la logique du capitalisme réellement existant. Samir Amin voit les tentatives de développement mises en œuvre à la périphérie, dans leurs différentes versions du libéralisme néocolonial (ouverture sans conditions au marché mondial), du nationalisme bourgeois radical (modernisation dans l'esprit de Bandung), aussi bien que du soviétisme lui-même (priorité accordée aux industries indus-

trialisantes sur l'agriculture), non comme une remise en cause de la mondialisation, mais comme sa continuation. De telles expériences ne pouvaient que conduire à la « faillite » générale du développement – le « succès » de quelques nouveaux pays industrialisés devant s'interpréter comme une forme inédite et approfondie de la polarisation. En effet, les processus d'industrialisation de pays du Sud, imposés par les victoires des mouvements de libération nationale, ont modifié les rapports entre centres et périphéries, sans toutefois en changer les fondements ni entamer les grands monopoles du Nord (sur l'armement, la finance, les médias, la technologie...). À ceux qui crurent au mirage du « village global » ou qui doutaient de l'existence d'une polarisation du système, les crises financières répétées depuis les années 1990 ont d'ailleurs servi de leçon en rappelant les tendances lourdes de la mondialisation.

La critique des concepts et des pratiques du développement est toutefois accompagnée chez lui d'une alternative : la *déconnexion*. Cette dernière est définie comme la soumission des rapports extérieurs – grâce à la sélection par l'État de positions non défavorables dans la

division internationale du travail – à la logique du développement intérieur – soit l'exact inverse de l'ajustement structurel des périphéries aux contraintes que fait peser l'expansion polarisante du capital. Il s'agit alors de développer des actions systématiques en direction de la construction d'un *monde polycentrique*, ou multipolaire, seul à même d'ouvrir des espaces d'autonomie au progrès d'un internationalisme des peuples, de permettre des transitions vers « un au-delà du capitalisme » et de tendre vers un socialisme mondial.

L'élaboration d'une théorie de l'accumulation à l'échelle mondiale, réintégrant la loi de la valeur au sein du matérialisme historique, appelait du même coup celle d'une histoire des formations sociales. Refusant la thèse des « cinq stades » tout autant que la multiplication des modes de production, Samir Amin ne retient que deux stades successifs : *communautaire* et *tributaire*. Les différents « modes de production » trouvent dès lors leur place comme des variantes de ces deux catégories. Les systèmes sociaux antérieurs au capitalisme présentent tous des relations inversées par rapport à celles qui caractérisent celui-ci (une société dominée par l'instance du pouvoir ; des lois économiques et une exploi-

tation du travail non opacifiées par l'aliénation marchande ; une idéologie nécessaire à la reproduction du système ayant un caractère métaphysique...). Les contradictions internes du mode de production communautaire ont trouvé leur solution dans le passage au mode tributaire. Dans les sociétés tributaires, au degré différencié d'organisation du pouvoir – par lequel l'extraction du surplus était centralisée par la classe dirigeante exploitteuse –, les mêmes contradictions fondamentales opéraient, et préparaient le passage au capitalisme comme solution objectivement nécessaire à ces dernières. Cependant, dans les formations périphériques, plus flexibles, comme ce fut un temps le cas du féodalisme en Europe, les obstacles à la transition au capitalisme présentaient une capacité de résistance moindre ; d'où l'évolution vers une forme centrale à l'époque mercantiliste à travers la mise au service du capital de l'instance politique ; et donc le « miracle européen ».

L'œuvre théorique de Samir Amin invite par conséquent le marxisme historique à faire l'autocritique de son eurocentrisme, et à développer pleinement sa « vocation afro-asiatique ». Portées par la lame de fond des mouvements populaires de libération nationale du Tiers-

Monde, ces théorisations, qui dépassent en les conservant les thèses de l'impérialisme, ne pouvaient que trouver un écho favorable dans les pays africains, arabes et asiatiques, mais aussi bien sûr latino-américains (avec lesquels les chercheurs néomarxistes et progressistes occidentaux gagneraient tant à travailler).

...engagé et militant

En plus du Forum du Tiers-Monde qu'il dirigea à Dakar, Samir Amin présida le Forum mondial des Alternatives, réseau de centres de réflexion du Nord et du Sud qui réunit des intellectuels critiques originaires de nombreux pays, contribuant ensemble à l'élaboration d'alternatives à la mondialisation capitaliste. À propos des possibilités de renouveau de la solidarité Sud-Sud, il déclara, lors de la célébration des 50 ans de la conférence de Bandung, que la reconstitution d'un front anti-impérialiste des peuples du Sud demeure une priorité face à l'agressivité de l'impérialisme collectif de la triade États-Unis (hégémoniques)/Europe/Japon. Actuellement, la solidarité des peuples du Sud, qui s'était exprimée avec vigueur à Bandung (1955), puis à Cancun (1981), aux plans aussi bien

politique – avec le non-alignement – qu'économique – par les positions communes du Groupe des 77 à l'ONU (à la CNUCED notamment) – paraît ne plus exister. L'intégration des pays du Sud promue par le trio des institutions internationales qui en ont la charge (FMI, Banque mondiale, OMC) est sans doute en grande partie responsable de l'affaiblissement du Groupe des 77, de la Tricontinentale et du Mouvement des Non-Alignés. L'aggravation des inégalités de développement au sein même des pays du Sud est également à l'origine de cette évolution. Mais le capitalisme réellement existant n'a pas grand-chose à offrir aux classes populaires du Sud, ni d'ailleurs à leurs pays dont il ne permet pas l'affirmation en tant que partenaires égaux, en position analogue à celles des centres dans le système mondial. C'est donc encore une fois sous l'angle de la politique que s'amorce la prise de conscience de l'exigence d'une solidarité du Sud. L'arrogance des États-Unis et la mise en application de leur projet de contrôle militaire de la planète sont à l'origine de prises de positions récentes, lors des sommets des Non-Alignés, condamnant avec courage cette stratégie impérialiste. Le Sud prend ainsi conscience que la gestion

globale néolibérale est appelée à recourir à la violence militaire pour s'imposer, faisant le jeu du projet guerrier états-unien. Le Mouvement devient celui du non-alignement sur la mondialisation néolibérale et sur l'hégémonisme des États-Unis.

Selon Samir Amin, on peut voir se dessiner les lignes directrices du renouveau possible d'un front du Sud. Au plan politique, cela passe par la condamnation du nouveau principe de « guerre préventive » et l'exigence d'évacuation de toutes les bases militaires étrangères en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Le choix par Washington de sa région d'interventions militaires ininterrompues depuis 1990 porte désormais, à la suite des Balkans (Yougoslavie, implantations en Hongrie, Roumanie...), principalement sur le Moyen-Orient arabe (Irak, Palestine, Syrie), le Caucase et l'Asie centrale (Afghanistan, Iran, régions ex-soviétiques), avec pour objectifs :

- la mainmise sur les régions pétrolières les plus importantes du globe et, par-là, l'exercice de pressions visant à soumettre Europe et Japon au statut d'alliés subalternes ;
- l'établissement de bases militaires permanentes au cœur de l'Ancien Monde (Asie cen-

trale) et la préparation d'autres « guerres préventives », visant les pays susceptibles de s'imposer comme partenaires avec lesquels « il faudra négocier » : la Chine surtout, mais aussi la Russie et, dans une moindre mesure, l'Inde. La réalisation de cet objectif implique la mise en place, dans la région concernée, de régimes fantoches imposés par la présence de l'armée des États-Unis. De Pékin à Moscou, on comprend de plus en plus clairement que les guerres « made in USA » constituent en définitive une menace dirigée davantage contre la Chine et la Russie, que contre leurs victimes immédiates, comme l'Irak ou la Syrie.

Dans le domaine économique, Samir Amin a soutenu que les lignes d'une alternative que le Sud pourrait défendre collectivement se dessinent, car les intérêts de ces pays convergent. L'idée que les transferts internationaux de capitaux doivent être contrôlés est de retour, avec celle de l'institution de systèmes d'organisations régionales assurant une stabilité relative des changes. L'idée d'une régulation des investissements étrangers revient elle aussi en force, les modalités d'accueil faisant à nouveau l'objet de réflexions critiques. De même, la conception des droits de propriété

intellectuelle et industrielle que l'OMC veut imposer est contestée. Un peu partout, on comprend maintenant qu'une telle conception, loin de favoriser une concurrence « transparente » sur des marchés ouverts, visait tout au contraire à renforcer les monopoles des transnationales. Les pays du Sud réalisent de nouveau qu'ils ne peuvent pas passer d'une politique de développement agricole, qui tient compte de la nécessité impérieuse de protéger les paysanneries des conséquences dévastatrices de leur désintégration accélérée sous l'effet des « règles concurrentielles » que l'OMC entend promouvoir, et de tenter de reconquérir une souveraineté alimentaire nationale. En outre, la dette extérieure n'est plus seulement ressentie comme économiquement insupportable ; c'est sa légitimité qui commence à être mise en cause. En la matière, une revendication pourrait s'assigner pour objectif d'annuler unilatéralement les dettes odieuses et illégitimes comme d'amorcer un droit international de la dette.

Pour Samir Amin, la reconstruction d'un front du Sud implique la participation réelle et active de ses peuples, et passe par un processus profond de démocratisation, qui sera long et difficile. Les pays du Sud ne

pourront que revenir à l'idée, incontournable, que tout développement authentique est nécessairement *autocentré*. Se développer, c'est d'abord définir des objectifs nationaux qui permettent la modernisation des systèmes productifs et la création des conditions internes qui la placent au service du progrès social. Et c'est ensuite soumettre les modalités des relations entre la nation et les centres capitalistes développés aux exigences de cette logique. Une telle définition de la « déconnexion » – qui n'est pas l'autarcie – situe dès lors le concept aux antipodes mêmes du principe néolibéral actuel d'ajustement structurel aux exigences de la mondialisation capitaliste, laquelle est soumise à l'impératif exclusif de l'expansion du capital dominant qui approfondit les inégalités à l'échelle mondiale.

Le développement auto-centré suppose dans ces conditions cinq conditions de l'accumulation :

– la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail, ce qui suppose, à un premier stade, que les politiques de l'État assurent un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les nécessités de rentabilité, et, à un second stade,

que la production de biens de consommation puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale ;

– la maîtrise locale de la centralisation du surplus, ce qui suppose non seulement l'existence d'institutions financières nationales, mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational, garantissant ainsi la capacité nationale à orienter l'investissement ;

– la maîtrise locale du marché, largement réservé à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autres, et la capacité complémentaire d'être assez compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement ;

– la maîtrise locale des ressources naturelles, qui suppose, au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'État de les exploiter ou de les garder en réserve ;

– la maîtrise locale des technologies, en ce sens que, inventées localement ou importées, celles-ci puissent être reproduites sans que l'on se voit contraints d'en importer les *inputs* essentiels.

Samir Amin avance que l'évolution actuelle du système global impose la construction de grands ensembles régionaux, en particulier à la périphérie. Dans l'optique d'un monde polycentrique, les conditions existent

qui permettraient un rapprochement des peuples associant Asiatiques, Africains, Latino-Américains et Européens, et un nouvel internationalisme. Ce rapprochement se cristalliserait, au plan de la diplomatie internationale, en donnant consistance à un axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin, soutenu par le renforcement de relations amicales entre cet axe et le front afro-asiatique reconstitué, ainsi que par la solidarité avec la lutte des peuples latino-américains. Des avancées dans cette direction réduiraient à néant l'ambition criminelle des États-Unis, qui seraient obligés d'accepter une coexistence avec des nations décidées à défendre fermement leurs intérêts propres. À l'heure présente, cet objectif doit selon lui être considéré comme prioritaire d'une manière absolue. Le déploiement du projet états-unien surdétermine en effet l'enjeu de toutes les luttes qui sont menées : aucune avancée sociale et démocratique ne sera durable tant que ce projet hégémonique militarisé des États-Unis ne sera pas mis en déroute.

Au cours des dernières années, le rôle de Samir Amin

a été tout à fait décisif, notamment avec le Forum mondial des Alternatives, dans l'organisation de l'unité nécessaire des intellectuels progressistes de tous les continents en vue de réfléchir aux conditions d'actions concrètes pour la reconstruction de la Tricontinentale, de l'internationalisme des peuples du Nord et du Sud, ainsi que de leur combat commun contre le capitalisme et l'impérialisme.

Quelques éléments de bibliographie de Samir Amin

- *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos, Paris, 1970.
- *L'Échange inégal et la loi de la valeur*, Anthropos, Paris, 1973.
- *The Law of Value and Historical Materialism*, Monthly Review Press, New York, 1978.
- *Classe et nation dans l'histoire et la crise contemporaine*, Minuit, Paris, 1979.
- *La Déconnexion - Pour sortir du système mondial*, La Découverte, Paris, 1985.
- *Itinéraire intellectuel*, L'Harmattan, Paris, 1993.
- *La Crise, quelle crise ?*, (avec Giovanni Arrighi, Andre Gunder Frank et Immanuel Wallerstein), Maspéro, Paris, 1982.
- *Le Grand Tumulte - Les Mouvements sociaux dans l'économie-monde*, (avec Giovanni Arrighi, Andre Gunder Frank et Immanuel Wallerstein), La Découverte, Paris, 1990.